

40 % de l'uranium utilisé dans les centrales belges est lié à la Russie

Au-delà du gaz, du pétrole et du charbon, l'Europe a également besoin de Vladimir Poutine (via la société Rosatom) pour faire tourner ses centrales nucléaires. Certaines voix se prononcent en faveur d'un « embargo total ».

XAVIER COUNASSE

Nouvelle cargaison en vue ! Ce mois-ci, la société belge Synatom - chargée de l'approvisionnement en combustible des centrales nucléaires de Doel et Tihange - recevra un nouveau stock d'uranium. Un dernier stock, en fait. Car le contrat entre Synatom et le fournisseur Uranium One arrive à échéance. Après cela, les centrales belges disposeront de suffisamment de « carburant » pour tourner jusqu'en 2025, date initialement prévue de leur fermeture. Mais c'est l'origine de ce combustible qui interpelle. Cet uranium vient du Kazakhstan et a donc été acheté à Uranium One, une filiale... de l'agence atomique russe Rosatom. Ce qu'a confirmé la ministre fédérale de l'Energie, Tinne Van der Straeten (Groen), en réponse à une question parlementaire du député Samuel Cogolati (Ecolo). « Il s'agira de la dernière livraison. Synatom ne dispose plus d'aucun contrat qui la lie avec Rosatom et ses filiales », ajoute la ministre. Une information confirmée par l'exploitant des centrales Engie, qui ne communique par sur les quantités attendues en mai.

Si l'on a beaucoup parlé de la dépendance au gaz et au pétrole russe, la Belgique est également liée au pays de Vladimir Poutine via ses achats d'uranium. Car cette livraison est loin d'être unique en son genre. Toujours selon la ministre de l'Energie, qui officialise pour la première fois la donnée, 20 % de l'uranium importé en Belgique pour nos centrales vient de Russie, et 19,7 % du Kazakhstan. « Les quantités d'uranium qui viennent soit de la Russie soit de pays qui sont sous influence de la Russie sont quand même importantes », constate Van der Straeten. Les deux centrales belges consomment environ 1.000 tonnes d'uranium annuellement, d'après Synatom. Et s'il n'y a plus besoin de nouvelle commande en cas de fermeture d'ici 2025, la question du fournisseur en uranium se reposera évidemment si l'Etat belge et Engie s'accordent pour prolonger la durée de vie de deux réacteurs.

L'Europe en est fada

Cette consommation d'uranium russe n'est pas une spécificité belge. Toute l'Europe en est friande. Car la Russie a pour gros avantage d'être active sur l'entièreté du cycle du combustible. Le géant local Rosatom (et certaines de ses filiales) peut à la fois extraire de l'uranium naturel, aussi appelé « yellow cake », le convertir en gaz pour le transport et l'enrichir pour qu'il puisse être utilisé dans une centrale (car l'uranium naturel ne contient que 0,7 % d'uranium 235 et il faut faire grimper cette proportion entre 3 et 5 % pour rendre la fission possible).

Selon le dernier rapport d'Euratom (l'équivalent européen de Synatom), 20,2 % de l'uranium européen vient de Russie (deuxième plus gros fournisseur derrière le Niger), 24 % des opérations de conversion passe par la société Rosatom, et 26 % de l'enrichissement européen a lieu via une filiale de la puissante société russe, également chargée de développer le nucléaire militaire.

Le Parlement crie dans le vide

A plusieurs reprises, le Parlement européen a plaidé pour que l'uranium s'ajoute à la liste des produits énergétiques pour lesquels il serait judicieux de réduire notre dépendance à la Russie. Dans une résolution du 1^{er} mars, le Parlement européen « invite les Etats membres à mettre un terme à toute collaboration avec la Russie dans le domaine nucléaire, en particulier avec Rosatom et ses filiales ». Le 7 avril, rebelle. Les eurodéputés réclament « un embargo total et immédiat sur les importations russes de pétrole, de charbon, de combustible nucléaire et de gaz » et encouragent « vivement les

Etats membres à cesser toute collaboration avec les entreprises russes sur les projets nucléaires existants et nouveaux ».

Certains pays ont entendu le message. En Suède, le géant énergétique Vattenfall a par exemple renoncé à acheter de l'uranium russe jusqu'à nouvel ordre. Lundi, la Finlande annonçait de son côté mettre fin à sa collaboration avec Rosatom sur un projet de construction de nouvelle unité nucléaire. Et en Belgique, le centre de recherche nucléaire (SCK-CEN) de Mol a gelé les six contrats de matériel et de services précédemment conclus avec la Russie (pour une valeur de 230.000 euros).

Mais malgré les appels du pied du Parlement, la Commission n'a pas encore osé s'attaquer à l'uranium. Et Rosatom ne figure pas parmi les entreprises visées par les sanctions européennes. De quoi mettre en pétard le député Samuel Cogolati (Ecolo), qui a étudié de près la question. « Cultiver nos liens avec Rosatom, même dans la sphère civile, revient à financer et à renforcer l'arsenal nucléaire militaire de Poutine. Cette folie doit cesser. Si nous voulons protéger le continent européen contre le danger nucléaire russe, nous devons couper tout lien avec Rosatom et les importations de combustible nucléaire russe. »

Rosatom, géant des centrales nucléaires... et des bombes

Héritière du ministère russe - et avant cela soviétique - de l'Energie atomique, la Société nationale pour l'énergie atomique - ou Rosatom en abrégé -, constituée en tant que telle en 2007, est le bras nucléaire de l'Etat russe. C'est un immense conglomérat qui est composé de plus de 300 sociétés ou filiales et qui emploie plus de 275.000 travailleurs. Particularité de Rosatom, qui la distingue de toutes ses concurrentes à travers le monde : c'est un groupe intégré qui recouvre tous les aspects de l'exploitation de l'énergie atomique - conception, construction, gestion, entretien et démantèlement de centrales nucléaires ; extraction, conversion et enrichissement de l'uranium pour en faire du combustible nucléaire ; traitement et gestion des déchets ; production d'isotopes médicaux ou pour la recherche ; gestion de la flotte russe des brise-

glace nucléaires ; etc. Atomenergoprom, la filiale de nucléaire civil de Rosatom, exploite le parc nucléaire russe, composé de 38 réacteurs - plus trois réacteurs en cours de développement - affichant une puissance totale d'un peu plus de 30 GW, qui produisent 20 % des besoins électriques de la Russie. Rosatom est aussi un des principaux constructeurs de centrales nucléaires dans le monde, avec 34 réacteurs à différents stades de développement - neuf sont opérationnels - un peu partout sur la planète (Biélorussie, Turquie, Iran, Inde, Chine, Bangladesh, Egypte), y compris en Europe (Hongrie, Slovaquie). Il vient toutefois de perdre son contrat pour la construction d'un réacteur en Finlande. On notera que le géant russe est également le seul à opérer deux petits réacteurs modulaires (ou SMR, pour « small modular reactors »), installés sur le

navire Akademik Lomonosov qui est amarré dans le port de la petite ville sibérienne de Pevek qu'il alimente en électricité. Mais Rosatom n'est pas active que dans le nucléaire civil. C'est également elle qui est responsable du développement, de la production et modernisation de l'arsenal nucléaire russe. Dans un rapport publié en 2018, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sirpi) estimait qu'en 2016, un peu moins de 100.000 employés de Rosatom travaillaient dans sa division nucléaire militaire. Toujours selon le Sirpi, l'essentiel de ce personnel est localisé dans dix « villes interdites », appelées « formations administratives territoriales fermées ». Cette activité reste entourée d'un grand secret : Rosatom ne fait aucune mention de son activité militaire ni sur son site internet ni dans ses rapports annuels. B. PADOAN

Les faits du jour

- La Russie a annoncé mercredi soir que ses forces allaient cesser le feu sur l'aciérie Azovstal dans le port ukrainien de Marioupol et ouvrir un couloir humanitaire pendant trois jours à partir de ce jeudi pour évacuer des civils.

- La Commission européenne a proposé mercredi un embargo progressif de l'UE sur le pétrole et les produits pétroliers russes, dans le cadre d'un nouveau paquet de sanctions contre Moscou (lire pages 4-5).

- Depuis Chisinau, la capitale moldave, le président du Conseil européen Charles Michel a annoncé mercredi que les Européens prévoyaient « de considérablement accroître (leur) soutien à la Moldavie en livrant des équipements militaires supplémentaires ».

- La Russie prépare un défilé militaire dans le port longtemps assiégé de Marioupol pour le 9 mai, jour où Moscou célèbre la victoire sur l'Allemagne nazie, selon les renseignements ukrainiens.

- La Finlande espère une ratification « la plus rapide possible » par les 30 membres de l'Otan, en cas de candidature seule ou avec la Suède pour rejoindre l'alliance atlantique, a affirmé mercredi sa Première ministre.

- L'ex-président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a affirmé mercredi que le président ukrainien Volodymyr Zelensky était « autant responsable » du conflit dans son pays que son homologue russe Vladimir Poutine.

20010604

PROMOS A GOGO%

Préparez un apéro convivial et recevez 1 bouteille Las Brisas bio blanc, rouge ou rosé (75cl)

GRATIS

à l'achat de 3 pots ronds apéro Spar au choix

Notre savoir-faire se déguste avec sagesse.
Découvrez déjà le prochain avantage Spar !

SPAR COLRUVT GROUP monspar.be